

**Cette déclaration doit être établie sur papier à en-tête de l'organisme demandeur
et porter la signature originale du représentant légal**

DÉCLARATION SUR L'HONNEUR DU DEMANDEUR

[Le][La] soussigné[e] [nom du signataire du présent formulaire]:

agissant en son nom propre [dans le cas d'une personne physique]

ou

agissant en qualité de représentant de la personne morale suivante: [uniquement si le demandeur est une personne morale]

dénomination officielle complète:

forme juridique officielle:

adresse officielle complète:

n° d'immatriculation à la TVA:

habilité[e] à représenter le demandeur, sollicite de la Commission une subvention d'un montant de EUR en vue de la réalisation [de l'action] [du programme de travail] dans les conditions décrites dans la présente demande.

Je certifie que les informations contenues dans la présente demande sont exactes et complètes et que le demandeur n'a reçu d'autres financements de l'Union en vue de la réalisation [de l'action] [du programme de travail] objet de la présente demande de subvention.

Je certifie que le demandeur ne se trouve pas dans l'un des cas d'exclusion du bénéfice de subventions de l'Union et, à cet effet,

➤ déclare que le demandeur:

- a) n'est pas en état ou ne fait pas l'objet d'une procédure de faillite, de liquidation, de règlement judiciaire ou de concordat préventif, de cessation d'activité, ou n'est pas dans une situation analogue résultant d'une procédure de même nature existant dans les législations et réglementations nationales;
- b) n'a pas fait l'objet d'une condamnation prononcée par un jugement rendu par une autorité compétente d'un État membre ayant force de chose jugée pour tout délit affectant sa moralité professionnelle;
- c) n'a pas commis, en matière professionnelle, une faute grave constatée par tout moyen que la Commission peut justifier, y compris par une décision de la Banque européenne d'investissement ou d'une organisation internationale;
- d) a respecté ses obligations relatives au paiement des cotisations de sécurité sociale ou ses obligations relatives au paiement de ses impôts selon les dispositions légales du pays où il est établi ou celles du pays de l'ordonnateur compétent ou encore celles du pays où [l'action] [programme de travail] doit se réaliser;
- e) n'a pas fait l'objet d'un jugement ayant force de chose jugée pour fraude, corruption, participation à une organisation criminelle, blanchiment de capitaux ou toute autre activité illégale, lorsque ladite activité illégale porte atteinte aux intérêts financiers de l'Union;

- f) ne fait pas l'objet d'une sanction administrative pour s'être rendu coupable de fausses déclarations en fournissant les renseignements exigés pour sa participation à une procédure d'attribution de marché ou d'octroi d'une autre subvention, ou n'a pas fourni ces renseignements, ou pour avoir été déclaré en défaut grave d'exécution de ses obligations en vertu de marchés ou de conventions financés par le budget de l'Union.
- *[[Uniquement pour les personnes morales autres que les États membres et les autorités locales, autrement supprimer la mention]* déclare que les personnes physiques ayant le pouvoir de représentation, de décision ou de contrôle¹ sur le demandeur qui est une entité légale ne se trouvent pas dans la situation visée aux points b) ou e) ci-dessus;]
- déclare que le demandeur:
- g) ne se trouve pas en situation de conflit d'intérêts par rapport à la subvention; un conflit d'intérêts peut notamment résulter d'intérêts économiques, d'affinités politiques ou nationales, de liens familiaux ou sentimentaux, ou de tout autre type de relations ou d'intérêts communs;
- h) fera connaître, sans délai, à la Commission toute situation constitutive d'un conflit d'intérêts ou susceptible de conduire à un conflit d'intérêts;
- i) n'a pas consenti, recherché, cherché à obtenir ou accepté, et s'engage à ne pas consentir, rechercher, chercher à obtenir ou accepter, d'avantage, financier ou en nature, en faveur ou de la part d'une quelconque personne lorsque cet avantage constitue une pratique illégale ou relève de la corruption, directement ou indirectement, en ce qu'il revient à une gratification ou une récompense liée à l'octroi de la subvention;
- j) a fourni des renseignements exacts, sincères et complets dans le cadre de la présente procédure d'octroi de subvention.

Je déclare que le demandeur est pleinement éligible conformément aux critères énoncés dans l'appel à propositions spécifique.

Je certifie que le demandeur a la capacité financière et opérationnelle à mener [l'action] [le programme de travail] proposé[e].

Je reconnais qu'en vertu de l'article 131 du règlement financier du 25 octobre 2012 relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union (Journal officiel L 298 du 26.10.2012, p. 1) et de l'article 145 de ses règles d'application (Journal officiel L 362 du 31.12.2012, p. 1), les demandeurs qui se sont rendus coupables de fausses déclarations sont passibles de sanctions administratives et financières dans certaines conditions.

S'il est retenu pour bénéficiaire d'une subvention, le demandeur accepte les conditions générales énoncées dans la convention de subvention.

Prénom, nom:

¹ À savoir les chefs d'entreprise, les membres des organes de direction ou de surveillance et les personnes physiques détenant, à titre individuel, la majorité des parts.

Titre ou qualité au sein du consortium:

Signature [et cachet officiel] du demandeur:

Date:

Votre réponse à la demande de subvention impliquera l'enregistrement et le traitement de données à caractère personnel (par exemple, nom, adresse et CV), qui seront traitées conformément au règlement (CE) n° 45/2001 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel par les institutions et organes communautaires et à la libre circulation de ces données. Sauf indication contraire, les réponses aux questions du présent formulaire et les données à caractère personnel demandées sont nécessaires afin d'évaluer votre demande de subvention, conformément aux spécifications de l'appel à propositions, et seront traitées uniquement à cette fin. Des renseignements détaillés concernant le traitement de vos données à caractère personnel figurent dans la déclaration de confidentialité consultable à l'adresse suivante: http://ec.europa.eu/dataprotectionofficer/privacystatement_publicprocurement_en.pdf.

Vos données à caractère personnel peuvent être enregistrées par le comptable de la Commission soit uniquement dans le système d'alerte précoce (SAP), soit à la fois dans le SAP et la base de données centrale sur les exclusions, si vous vous trouvez dans l'une des situations visées par:

- la décision 2008/969/CE, Euratom de la Commission du 16 décembre 2008 relative au système d'alerte précoce (pour de plus amples informations, consultez la déclaration sur la politique en matière de respect de la vie privée: http://ec.europa.eu/budget/contracts_grants/info_contracts/legal_entities/legal_entities_fr.cfm),
ou
- le règlement (CE, Euratom) n° 1302/2008 de la Commission du 17 décembre 2008 relatif à la base de données centrale sur les exclusions (pour de plus amples informations, consultez la déclaration sur la politique en matière de respect de la vie privée: http://ec.europa.eu/budget/explained/management/protecting/protect_fr.cfm#BDCE).